

Des grandes nations de la pêche s'engagent en faveur d'une "pêche durable"

Plusieurs grandes nations de la pêche, dont l'Union européenne, les Etats-Unis et le Japon, se sont engagées vendredi dans une déclaration commune à oeuvrer pour mieux maîtriser les surcapacités de capture afin de favoriser une gestion durable des stocks de poisson.

Les six signataires - UE, USA, Japon, Philippines, Colombie, Indonésie - affirment leur intention de coopérer en vue de "trouver les mesures nécessaires pour réguler les volumes de pêche afin de garantir la durabilité des ressources halieutiques", affirme la déclaration finale adoptée à Thessalonique, dans nord de la Grèce.

La présidence grecque de l'UE y a organisé durant deux jours une conférence internationale dans le but d'étendre au niveau mondial les efforts déployés ces dernières années par l'UE contre ses surcapacités de pêche.

Outre ses conséquences sur les stocks de poisson, la surcapacité de pêche "peut avoir de sérieuses conséquences négatives sur le plan socio-économique et environnemental, notamment pour les communautés côtières des pays en développement dont la subsistance dépend de la pêche", soulignent les signataires.

Parmi les outils qu'ils s'engagent à promouvoir figurent le développement d'un inventaire international des navires de pêche, la limitation du nombre d'immatriculations et du tonnage, la diminution des subventions qui favorisent la surpêche.

L'UE fait valoir que la flotte de navires de pêche de l'Union a baissé de 25% depuis 2000 et que la récente réforme de la politique commune de la pêche vise à éliminer toute surcapacité et à réorienter les subventions en faveur d'activités halieutiques durables.

En 2015, selon l'accord conclu en décembre entre les ministres européens de la pêche, 30 stocks de poissons seront gérés de manière à assurer le renouvellement de l'espèce contre 25 actuellement.

"Nous devons bien sûr faire plus. (...) Nous avons des idées mais nous ne sommes pas encore assez concrets", a reconnu à Thessalonique la Commissaire européenne chargée de la pêche Maria Damanaki.

A l'issue de cette déclaration, l'organisation de défense de l'environnement Greenpeace a souligné qu'il était "grand temps de transformer les mots en actions", rappelant que la flotte des pays de l'UE était encore en capacité de pêcher "deux ou trois fois plus de poissons" que les normes durables.

Source :

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gldqMOEOGh9GqMXojEYNbCRwTGTg?docId=12818007-bab3-4099-b944-8ddaac6b4570> (15/03/2014)